



Le « Triangle de Développement » Expansionniste

M. Hun Sen et ses ministres, en lançant ces jours-ci la création d'une « Zone économique spécial » en Svay Rieng, préparent activement l'opinion khmère aux soi-disant « immenses bienfaits » des projets de coopération économique avec les pays voisins, en particulier avec le Vietnam.

En effet, il y a un nouveau projet de "coopération" vietnamo-lao-khmère qui va se développer parallèlement au déplacement incessant de frontières à l'intérieur du territoire du Cambodge. Ce projet, nommé « Triangle de Développement » et étudié minutieusement depuis de nombreuses années, englobe trois grandes provinces khmères : Stung Trèng, Ratanakiri et Monduliri. La mise en oeuvre du « Triangle » s'accompagnera d'une implantation de nouvelles « armées » de colons vietnamiens sur les terres de nos paysans de ces provinces. C'est une nouvelle marche expansionniste de Hanoi contre le Cambodge.

La presse officielle vietnamienne donne largement des informations sur sa création et ses objectifs, alors que le Gouvernement Royal du Cambodge, les politiciens et la presse de Phnom-Penh parlent peu ou pas du tout de ce nouvel grand accord entre les trois pays.

1. Les populations khmères des hautes terres de Monduliri, récemment, ne mentaient pas quand ils ont dénoncé avec fureur les confiscations d'autorité de leurs terres ancestrales, d'un côté par les gens de la compagnie chinoise Wuzhishan, après et en même temps que les annexions, de l'autre côté, par les forces vietnamiennes. Depuis quelques années déjà, les ethnies désignées sous le nom de « Montagnards » du Vietnam sont chassées de leurs terres : les révoltés sont durement réprimés, voire massacrés. Au Laos, d'autres Montagnards ont subi le même dramatique sort. Quant au Cambodge, le droit d'asile est brutalement refusé aux Montagnards persécutés du Vietnam. Plusieurs gouvernements et des organismes humanitaires internationaux et de l'ONU ont vivement dénoncé les « graves atteintes aux droits de l'homme » dans cette vaste région d'environ 120 400 Km², mais peu habitée.

2. Ces problèmes, visiblement, sont liés à la mise en place, depuis quelques années, d'un projet d'exploitation commune vietnamo-lao-khmer d'un soi-disant « Triangle de Développement », appelé aussi par les Vietnamiens « Triangle Indochinois » (« *The Indochinese Triangle* ») et dont l'accord d'implantation a été annoncé officiellement à Vientiane, le 28 novembre 2004, par les Premiers ministres Phan Van Khai, Bounnhang Vorachith et Hun Sén, pendant la tenue de la 10^e réunion de l'ASEAN et en présence des représentants des Grandes puissances. Le Cambodge, sur la seule décision de M. Hun Sén, y engage ses trois grandes provinces de l'est : Stung Trèng, Ratanakiri et Monduliri.

3. Le projet est sorti au grand jour le 20 octobre 1999, lors d'une réunion des trois Premiers ministres à Hanoi. A l'époque, M. Hun Sén venait de reprendre tous les pouvoirs à Phnom-Penh, après les élections de 1998 et le coup d'Etat sanglant en 1997 éliminant l'essentiel des forces armées des autres partis de l'ex Résistance Khmère. En 2001, on a prévu que ce Triangle s'étendait sur quatre provinces seulement : Gia Lai, Kon Tum (Vietnam), Attapeu (Laos) et Ratanakiri (Cambodge). En 2002, il a été élargi à sept : Gia Lai, Kon Tum, Dac Lac (Vietnam), Attapeu, Sékong (Laos) et Ratanakiri, Stung Trèng (Cambodge). Puis, en 2004, « conformément à la proposition de la partie lao », le nombre de provinces a été porté à dix : Gia Lai, Kon Tum, Dac Lac et Dac Nong (Vietnam), Attapeu, Sékong et Saravan (Laos), Stung Trèng, Ratanakiri et Monduliri (Cambodge). Le Triangle s'élargira sans doute à d'autres provinces voisines encore, au fur et à mesure de son « développement ».

Stung Trèng, Ratanakiri et Monduliri négligées

4. Au Cambodge, les provinces de Ratanakiri et de Mondoliri ont été créées après l'Indépendance (1953). Ensemble, Stung Trèng, Ratanakiri et de Mondoliri ont une superficie de 36.162 Km², soit 20% du territoire national. D'après les chiffres officiels de 2003, il y aurait 207.700 habitants, soit

1,6% de la population totale de 13 millions, avec une densité moyenne de 5,8 habitants au km². Les habitants de Ratanakiri et de Mondolkiri se composent presque exclusivement de « minorités ethniques » : les Brao, Tampuon, Kravêt, Bu Nör, Stieng, Jaray, Saöch, Kuoy, Phnong, Rhadé..., appelés par le nom de « Khmer Leu », les « Khmers des hautes terres ». Bien qu'à partir de 1904 les frontières khméro-lao-viêt aient été tracées, ces populations se sont réparties non seulement au Cambodge, mais aussi sur le plateau lao des Boloven et les hautes régions vietnamiennes des provinces de Dac Lac, (territoire khmer de Stung Trèng rattaché autoritairement à l'Annam par les Français en 1932, d'après M. Sarin Chhak) et de Pleiku. Historiquement, ces montagnes du centre et du sud de la cordillère annamitique sont habitées par des Proto-indochinois refoulés des plaines, qui constituent avec les Khmers le peuplement originel de toute la péninsule.

5. Pour de multiples raisons, les provinces Stung Trèng, Ratanakiri et Mondolkiri sont de tous temps négligées par le reste du Cambodge. A partir de 1958, le gouvernement cambodgien décide de donner la priorité au peuplement des provinces de Ratanakiri et Mondulkiri par des Khmers des autres provinces, pour une première mise en valeur de la région, et aussi pour contrer l'afflux de colons vietnamiens de l'autre côté de la frontière, des provinces de Dac Lac et de Pleiku. En effet, Mondulkiri et Ratanakiri sont riches en bois nobles (des arbres de 50 mètres de hauteur et plus de 2 mètres de diamètre), en pierres semi-précieuses (des gisements de zircons, de saphirs et de rubis à Bor Kèo et d'or à Bor Kham) et de mines de zirconium, de bauxite, de fer, de charbon..., ainsi que des richesses non exploitées comme l'élevage sur les hautes terres de Ratanakiri. Or, jusqu'en 1959, Ratanakiri et Mondolkiri vivent en autarcie, principalement de la traditionnelle culture itinérante sur brûlis. En outre, beaucoup de Khmers des autres parties du pays ne s'étaient guère montrés très enthousiastes à s'implanter dans cette région restée insalubre. Cependant, à partir de 1960, l'équipement social comptait une trentaine d'écoles primaires pour les deux provinces, un collège à Lomphat et un autre à Sèn Monorom, des temples bouddhiques en dur à Lomphat, Labansiek, Virachey. Il y avait aussi des infirmeries (qui manquaient de tout) et un centre hospitalier à Lomphat, mais la situation sanitaire restait bien déplorable dans la région. La mise en valeur des terres a commencé par la création à Labansiek (Ratanakiri) d'une plantation d'Etat d'hévéa, confiée à une société française, la « Compagnie du Cambodge » : 2.200 ha en 1966 et un peu plus de 3.000 ha en 1969. Mais, l'on a remarqué aussi que les coûts de transports des produits étaient très élevés pour les faire atteindre Phnom-Penh ou Sihanoukville.

6. De 1979 à aujourd'hui, à part les concessions accordées aux chefs militaires et aux compagnies étrangères pour une déforestation dramatique et la récente réfection, avec l'aide de la Chine, d'une ancienne route de Stung Trèng à la frontière avec le Laos, presque rien n'a été entrepris pour équiper la région et encourager son peuplement et son développement. Par contre, pour se rendre en Mondulkiri ou en Ratanakiri, il est plus aisé pour les Khmers de la plaine d'emprunter les routes venant du Vietnam que celles traversant le territoire cambodgien.

Des « impératifs stratégiques »

7. Selon le Français Charles Meyer, qui a vécu longtemps au Cambodge, les premières directives du Gouvernement khmer, en 1958-1959, portaient effectivement sur l'amélioration et l'extension de l'infrastructure routière, obéissant surtout à un « impératif stratégique » : permettre l'intervention rapide d'unités militaires contre les infiltrations vietnamiennes nationalistes ou communistes. Toutefois, le réseau des routes et des pistes évite les zones de forêt dense au nord du fleuve Tonlé San, dans le secteur très vulnérable des trois frontières Cambodge-Laos-Vietnam. « La mise en valeur commence à peine quand, en 1970, la guerre vietnamienne explose au Cambodge et les communistes vietnamiens occupent de facto les deux provinces de Mondulkiri et Ratanakiri. C'est de ces deux provinces qu'ils organisent le contrôle de tout l'est cambodgien, même après la prise de Phnom-Penh par les Khmers rouges. Mais déjà avant 1970, ces Vietnamiens n'ont manqué aucune occasion d'encourager émeutes et rebellions des Khmer Leu contre les autorités de Phnom-Penh qui tentaient alors (avec brutalité, certes) de peupler et de mettre en valeur la région ».

8. Pour des « impératifs stratégiques » aussi, Mondulkiri et Ratanakiri ont été occupées incessamment par les forces vietminh, vietcong et nord-vietnamiennes depuis les Guerres française et américaine du

Vietnam jusqu'à leur dernière occupation du Cambodge. Actuellement, selon les Gouvernements de Hanoi et de Phnom-Penh, la zone des Trois frontières (ou zone du *Kantuy Neak*) est encore « en litige ». Mais, des témoignages crédibles de Cambodgiens ont signalé en 2001, avec carte géographique à l'appui, que les forces vietnamiennes y occupent toujours une grande partie du territoire khmer, à certains endroits jusqu'à 40 Km de profondeur à l'intérieur du Cambodge. En 2003, des soldats khmers de la 1^{re} Région militaire ont signalé la présence « d'au moins 200 soldats vietnamiens » en patrouille en Ratanakiri, avec mission, semble-t-il, de « refouler les Montagnards du Vietnam vers leur pays ». Il n'y a pas de doute que les troupes vietnamiennes continuent à occuper le Cambodge, après l'annonce de leur « retrait total » en 1989 : un rapport daté du 26 avril 1990 d'une Task Force américaine, remis à la Chambre des Représentants des Etats-Unis, a bien signalé « un fait significatif de l'annexion de fait (depuis 1979) par le Vietnam des provinces cambodgiennes de l'est, Mondulkiri, Ratanakiri et Stung Trèng. L'annexion se fait par l'installation massive de quelques 400.000 à 950.000 Vietnamiens qui ont leur propre milice de 100.000 hommes. ». Evidemment, ces Vietnamiens n'entrent pas dans le comptage officiel de Phnom-Penh du nombre des populations habitant ces trois provinces.

9. Une situation similaire se retrouve dans les provinces lao d'Attapeu, de Sékong et de Saravan, un ensemble de 28 676 km², avec environ 534 500 habitants, selon des données de 2004. Les « minorités ethniques » de ces provinces sont des *Lao Theung* (les Lao des hautes terres moyennes), lesquels sont les premiers habitants du Laos. Leurs tribus sont éparpillées dans tout le pays ; ils n'ont pas d'écriture et sont en général animistes, comme les anciens Khmers. Vaincus par les Lao venus du nord et refoulés vers les hauteurs et les terres inhospitalières, ils sont considérés comme des « esclaves » s'ils descendent dans les plaines, et leur survie à l'heure actuelle reste difficile. Ils pratiquent également la culture sur brûlis et des cueillettes. Depuis quelques années, les autorités de Vientiane essayent de les « persuader » de descendre dans la vallée pour qu'ils cultivent le riz dans des rizières. Mais les *Lao Theung* préfèrent rester sur leurs terres et les défendent âprement. Par contre, les forces laotiennes, sans doute encouragées par Hanoi, occupent maintenant plusieurs portions de territoires khmers en Stung Trèng.

Les ZEN « stratégiques » de Hanoi

10. Pour le Vietnam, la région des hauts plateaux du Centre, le *Tay Nguyen*, désignée depuis la victoire communiste au Sud-Vietnam comme une « zone d'économie nouvelle » (ZEN), plutôt un « camp de déportation », est composée des quatre provinces engagées dans le « Triangle de Développement » : Gia Lai, Kon Tum, Dac Lac et Dac Nong de 55 569 Km², une région peuplée, jusqu'à la fin de la guerre américaine, presque exclusivement de « minorités ethniques », dont les plus importants sont les Jaray, les Edê et les Banar. La région a vu sa population augmenter rapidement dans les années 1990, pour atteindre environ 6 100 000 habitants en 2004. Ban Me Thuot est la plus importante ville de l'endroit et, à Pleiku, l'on trouve l'une des plus grandes bases aériennes du Vietnam actuel. Les Montagnards de ces hauts plateaux du Centre, qui y sont maintenant bien minoritaires (environ 780 000 âmes), continuent de maintenir leur mode de vie primitif et vivent dispersées dans les forêts.

11. La politique de Hanoi de « désengorgement » démographique du delta du Fleuve Rouge et des grosses agglomérations du Sud (en particulier celle de Ho-Chi-Minh-Ville) se poursuit sans relâche, en poussant ou en envoyant les « improductifs » et autres indésirables vers des ZEN frontalières du Cambodge et du Laos. De même, plusieurs ZEN (appelées aussi « Zones économiques de défense ») sont créées dans ces hauts plateaux du Centre. Selon l'*AFP* et l'agence *Reuters* de février 2001, plus de 5 millions de colons vietnamiens, venus des provinces surpeuplées du delta du Fleuve rouge, se sont installés sur cette région riche en terres rouges très fertiles. Celles-ci ont été transformées en plantations « privées » de caféiers, de théiers, etc., aux dépens des Montagnards, lesquels se voient expropriés de leurs terres et refoulés vers des régions encore plus éloignées et peu accessibles. Exaspérées, ces « minorités ethniques » (en fait, des populations indigènes) ont fini par se révolter contre le régime de Hanoi et ont réclamé la restitution de leurs terres ancestrales, ainsi que la liberté de leur pratique religieuse (le christianisme protestant). Leur soulèvement de 2001 a été très durement réprimé ; plus d'un millier de victimes - qui dénonçaient des massacres commis par les forces de

Hanoi - ont dû s'enfuir, en mars 2002, chercher refuge au Cambodge. En avril 2004, des manifestations massives de ces populations ont eu lieu de nouveau dans les provinces de Gia Lai et de Dac Lac, comme à Pleiku, suivies par de nouvelles répressions violentes des forces de Hanoi. Ce qui est bien loin de l'autonomie et des libertés que les communistes vietnamiens leur ont promises en contrepartie de leur soutien pendant la guerre anti-américaine du Vietnam.

12. La crise et l'insécurité viennent donc du Vietnam : le régime de Hanoi ne remporte pas que des succès sur le plan intérieur et accumule des problèmes économiques, sociaux et démographiques de plus en plus lourds. Mais, dès sa victoire au Sud-Vietnam, et reprenant la politique des empereurs vietnamiens, Hanoi décide de transformer ces prévisibles difficultés internes du Vietnam en un instrument de son expansionnisme, en faisant résorber progressivement ces problèmes par les voisins plus faibles, par les « minorités ethniques », le Laos et le Cambodge. Dès 1976, le Gouvernement Khmer rouge s'est inquiété de ces ZEN installées tout près des lignes de frontière de Svay Rieng, de Prey Vèng et de Takèo et a fini, par la suite, par lancer des opérations militaires « d'avertissement » et de « refoulement ». Les négociations successives entre Phnom-Penh et Hanoi ont échoué et le conflit a tourné en une véritable guerre sans merci entre les deux nouveaux Etats communistes. Après la défaite des Khmers Rouges en janvier 1979, ces ZEN vietnamiennes se sont donc élargies de nouveau, pour recevoir d'autres « implantés », et poussent progressivement vers l'intérieur même du Cambodge, au détriment dramatique des populations frontalières khmères. Ces dernières ont dénoncé avec colère et des pleurs que des Vietnamiens, protégés par des soldats en uniformes, sont venus, de plus en plus profondément au Cambodge, s'appropriier sans vergogne de leurs terres, de leurs maisons et de leurs villages. Les Khmers, sans protection de leurs propres autorités, ont dû reculer à chaque avance vietnamienne. Ceux qui tiennent à rester sur leurs terres ancestrales sont obligés de prendre la nationalité des nouveaux occupants.

13. Ainsi, depuis plusieurs années, les médias ont régulièrement signalé des occupations de force vietnamiennes surtout en Svay Rieng (dans les Srok frontaliers de Romeas Hèk, Kompong Rô, Svay Teap, Chantrea), mais aussi en Takèo (Phnom Den), en Kandal (Chrey Thom), en Kompong Cham (Mémut), en Kratié (Snuol). La création du Triangle de Développement doit être une nouvelle étape de la politique de Hanoi d'occupation de nouvelles terres nourricières, une vaste ZEN « stratégique » dominée par le Vietnam, après la colonisation systématique par des millions de ses ressortissants des plaines laotiennes et khmères dans les années 1970 et 1980. Hanoi a en outre appliqué et appliquera sûrement la règle traditionnelle pour les nouveaux espaces colonisés : les ZEN sont accompagnées de forces militaires, à la fois pour la surveillance et pour la protection des nouveaux colons vietnamiens. Les Khmers Leu de Mondulkiri et de Ratanakiri vivent depuis plusieurs années la même situation que leurs compatriotes en Svay Rieng, en Kompong Cham ou en Kratié.

Les liens de « l'histoire »

14. Naturellement, dans le discours politique, la création du Triangle de Développement vise des objectifs fort louables, pour le bonheur de tous les peuples. Le communiqué commun de Ho-Chi-Minh-Ville du 27 janvier 2002 annonce que pour l'implantation du Triangle « *les domaines prioritaires comprennent la construction des lignes de transmission électrique et des centrales hydroélectriques de moyennes et petites puissances, les postes et télécommunications, la formation des ressources humaines, l'agriculture et la sylviculture, l'industrie agroalimentaire, le commerce et le tourisme* ». M. Phan Van Khai a d'ailleurs souligné, le 21 juillet 2004 à Siemreap, que « *le Triangle de développement occupe une position stratégique pour les trois pays sur les plans politique, économique, social, environnemental et écologique, mais à l'heure actuelle, il reste encore une région sous-développée, avec des bases infrastructurelles socio-économiques pauvres...* » Les trois pays doivent coopérer, a-t-il poursuivi, « *pour mobiliser des sources de fonds pour les projets de développement déjà convenus, élaborer le mécanisme de collaboration dans la construction du Triangle... afin de promouvoir la croissance et éradiquer la misère, améliorer le niveau de vie des populations dans le Triangle* ». Le 28 novembre 2004, à Vientiane, M. Phan Van Khai, a aussi suggéré « *la création d'un Comité de Coopération pour épauler les dirigeants des trois pays dans les problèmes relatifs au Triangle, assurer la collaboration étroite entre ces trois pays dans le processus* ».

de son édification, unifier les mesures de mobilisation de fonds pour les projets décidés dans le plan d'aménagement global... »

15. D'autre part, les objectifs politiques sont constamment rappelés en exergue et n'ont pas varié. M. Phan Van Khai affirme, en janvier 2002, que l'implantation du Triangle est *« une contribution à la paix et à la stabilité de la région, comme au maintien de la sécurité et de l'ordre social le long des frontières des trois pays, ainsi qu'à l'efficacité de leur lutte contre les attaques terroristes, les crimes transnationaux et les traffics de drogues »*. Le 28 novembre 2004, se félicitant de la signature de la Déclaration de Vientiane, M. Phan Van Khai est encore plus solennel à l'adresse de MM. Bounnhang Vorachith et Hun Sén : *« L'histoire a relié nos trois nations. La demande de développement de chaque pays et l'actuelle conjoncture nous demandent d'être liés plus étroitement dans l'intérêt de la paix, de la sécurité et de la prospérité. La formation du Triangle... contribue pour une part active au renforcement des relations de coopération d'amitié traditionnelle entre les trois peuples. La Déclaration de Vientiane manifeste la détermination des dirigeants des trois pays de porter les relations entre les trois pays à une nouvelle hauteur de la fraternité traditionnelle, de la coopération intégrale, de la compréhension et de la confiance réciproques »*. Enfin, selon l'Agence vietnamienne d'information : *« Situé au carrefour des frontières, le Triangle de développement est sensible aux problèmes de sécurité, a répété Phan Van Khai qui a proposé la coopération étroite dans la région pour développer à la fois l'économie et la société et assurer la sécurité de chacun des trois pays »*.

16. Indéniablement, depuis 1979, toute coopération du Cambodge avec le Vietnam insiste d'abord et surtout sur les besoins d'assurer « la sécurité (ou la défense nationale) de chacun des deux pays ». Pour Hanoi, même si elle ne le dit plus ouvertement, c'est Pékin qui représente toujours la « menace mortelle » pour le Vietnam, et cela devient un grand prétexte pour justifier à tous, aux pays de l'ASEAN et à d'autres puissances mondiales, sa domination sur le Laos et le Cambodge « pour assurer la paix et la stabilité dans la région ».

Des «coopérations intégrales» vietnamo-khmères

17. Les termes du discours de M. Phan Van Khai sont les mêmes qui ont été convenus dans le *« Traité de paix, d'amitié et de coopération »* qu'a « proposé » l'ex Premier ministre Pham Van Dong au Cambodge du Parti du Peuple Cambodgien (PPC), le 18 février 1979, puis interprétés et appliqués avec des effets que l'on sait : occupation militaire, annexion de force des terres, îles et mer khmères et colonisation systématique du Cambodge par le Vietnam. En réalité, en 1979 et dans les années 1980 comme aujourd'hui, que pouvait et pourrait apporter le Gouvernement de M. Hun Sén pour la « coopération intégrale » du Cambodge avec le Vietnam ?

18. Une expérience particulière peut être tirée de la « coopération » politico-économique de la République Socialiste du Vietnam et de la République Populaire du Kampuchea depuis l'Accord du 7 juillet 1982, *« en attendant la délimitation des frontières maritimes entre les deux Etats »*, dans l'espace des soi-disant « eaux historiques du Vietnam et du Cambodge (de 10.000 Km² au large de Koh Tral, en fait autour de Koh Tral elle-même)... placées sous le régime juridique de leurs eaux internes ». Sur l'Accord, en rappelant bien *« leur importance pour la défense nationale et l'économie des deux pays »*, il est prévu en clair que *« les patrouilles et la surveillance dans ces eaux historiques seront menées conjointement par les deux parties, que les populations locales vont poursuivre leurs opérations de pêche et de collecte des produits de la mer dans cette zone selon les habitudes existantes à ce jour, que l'exploitation des ressources naturelles dans cette zone sera décidée par accord mutuel... »* En réalité, comme les Khmers manquent de moyens humains et matériels civils et militaires, ce sont les forces vietnamiennes seules qui assurent les patrouilles et la surveillance et qui exploitent seules les ressources naturelles de l'endroit, la présence des populations khmères locales y étant tout simplement interdite, au nom de la « sécurité » des défenses nationales.

19. Dans ledit Triangle de Développement, les objectifs de Hanoi sont d'abord politiques, son projet économique - difficilement réalisable dans de telles conditions conflictuelles - n'étant qu'un prétexte pour une pénétration plus profonde dans cette partie du Cambodge par ses forces. M. Hun Sén lui-même - qui s'enorgueillit d'ailleurs d'être au pouvoir depuis plus de 25 ans et d'avoir bénéficié des

milliards de dollars US d'aide internationale, bâti d'innombrables d'écoles, formé des centaines de milliers d'administrateurs et de techniciens de toutes spécialités, construit des centaines de routes et de ponts, forgé une grande armée et une importante et redoutable police... – M. Hun Sén a fait savoir le 21 juillet 2004 à Siemreap, que le Cambodge manque toujours de tout (d'argent, de routes praticables, d'écoles, de centres médicaux et de médecins, de personnel qualifié, de population active en bonne santé, etc.) pour ces provinces, pour que celles-ci puissent participer efficacement à l'implantation et à l'exploitation du Triangle. Il a donc demandé au Vietnam - ou a simplement accepté la continuation du fait accompli de celui-ci - qu'il se charge de construire au Cambodge des routes, de former les Khmers Leu à la mise en valeur de la région, de fournir des assistances technologiques et financières, d'organiser les marchés et la circulation des productions et des produits communs du Triangle... et l'on appliquera la règle selon laquelle « *le pays-partenaire qui aura le plus contribué (à l'organisation et à l'exploitation du Triangle) méritera évidemment un plus grand bénéfice de ses investissements* ».

La part du lion

20. Hanoi peut donc y envoyer rapidement ses « armées » de travailleurs, de formateurs, d'administrateurs, de personnel médical et aussi ses forces de sécurité de tous calibres pour peupler et administrer ces provinces khmères, afin de hâter l'organisation et le fonctionnement du Triangle. Ainsi, quand M. Hun Sén a « proposé » en juillet 2004 aux Vietnamiens « d'étudier la création d'un marché découvert dans la zone frontalière khméro-vietnamienne, à O Yadao, en Ratanakiri », les forces de Hanoi ont aussitôt chassé les habitants et annexé de force les terres des Khmers Leu de la frontière à O Yadao et ses environs et commencé immédiatement à déblayer des pistes routières à travers les anciens terrains de cultures khmers. Les autorités khmères des lieux, « sans ordre de protestation de la hiérarchie », ont laissé faire les colonisateurs. En Stung Trèng aussi, sur les bords du Tonlé San, les Vietnamiens construisent maintenant un hôpital et, à côté, une importante base militaire... Ce sont là des exemples de l'application de l'accord sur le Triangle, dont, selon les Vietnamiens, c'était aussi « *le Premier ministre Samdech Hun Sén qui a défini le processus de sa mise en œuvre* », lors de la première réunion officielle à Hanoi du 20 octobre 1999.

21. D'autre part, « *pour mobiliser des sources de fonds pour les projets de développement déjà convenus* », chacun des trois pays devra réserver une part « prioritaire » de son propre Budget national pour la création du Triangle. En même temps, les trois pays doivent faire appel, chacun de son côté et à leur compte respectif, aux institutions financières internationales (la BAD, la Banque Mondiale) et aux gouvernements étrangers (le Japon, en particulier) de fournir de l'aide ou de prêter de l'argent pour son financement. Mais, sans doute, ce sera le « Comité de Coordination » dominé par Hanoi qui gèrera tous ces fonds, comme l'a prévu ci-dessus M. Phan Van Khai et que M. Hun Sén a accepté de s'en remettre à l'entière « haute compétence » de son partenaire vietnamien. Or, avec tant d'investissements (politiques, financiers et en ressources naturelles) engagés par le Cambodge dans l'affaire, prévue à devenir « *l'épicentre de la croissance et de la prospérité* », il ne semble pas que les Khmers des autres parties du pays soient informés, encouragés et préparés à exercer les emplois que fournira le Triangle, à prendre part à sa création et à son exploitation. Est-ce pour ne pas troubler la « sécurité » du Triangle ? Enfin, comme pour le cas des produits des « eaux historiques » rappelées plus haut, l'on voit déjà que les seuls marchés pour les éventuels produits de ce Triangle ne se trouvent logiquement qu'aux côtés du Vietnam, déjà mieux équipé en tout que le Cambodge de M. Hun Sén, et les Khmers devront racheter du Vietnam les produits fournis par leurs propres terres.

22. Etant chargé de tout organiser, de tout bâtir et de tout décider en chef omniprésent, le Vietnam s'attribuera donc logiquement la part du lion des profits du Triangle, tandis que le Cambodge, comme, sans doute, le Laos, devra se contenter des restes du festin plus ou moins comestibles. Déjà, dans l'accord du Triangle, M. Hun Sén a dû prier solennellement le Vietnam, comme s'il n'allait pas de soi entre « peuples frères », de « bien vouloir vendre les produits pétroliers et d'autres produits de consommation courante aux populations khmères frontalières aux mêmes prix de vente fixés pour les consommateurs vietnamiens » !

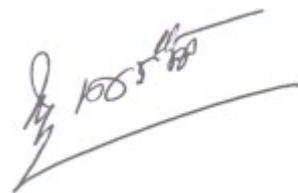
Vers de nouveaux conflits

23. M. Hun Sén n'a pas tort de vouloir développer les zones frontalières du Cambodge ou d'entreprendre des exploitations communes avec les voisins et autres. Mais, on l'a vu, dans quelles conditions les a-t-il fait ? Il a ensuite rassuré les Khmers que ses exploitations communes avec le Vietnam (ou avec la Thaïlande) ont « pour but de défendre aussi la souveraineté et l'intégrité territoriale du Cambodge ». Nous ne voyons pas comment pourra y arriver M. Hun Sén, lui qui n'ose rien refuser à Hanoi, et d'autant plus qu'il vient d'exclure toute vérification immédiate des lignes de frontière du Cambodge avec le Vietnam, comme l'a proposé SM Le Roi-Père Norodom Sihanouk, pour fixer au préalable à ces endroits le contour de la souveraineté du Cambodge, pour précisément refuser d'abandonner la souveraineté khmère aux desiderata du voisin-partenaire plus puissant et dominant.

24. Ce qu'on peut constater, cependant, c'est que depuis 30 ans, la République Socialiste du Vietnam, malgré ses énormes problèmes internes, a pu bâtir une nouvelle puissance grâce à de gros profits de toutes sortes tirés de ses « amitiés » et de ses « coopérations intégrales » politiques, militaires et économiques avec le Laos et, surtout, avec le Cambodge, alors que ces deux derniers, ses « frères », malgré les extraordinaires assistances internationales, sont restés anormalement très pauvres et « sous-développés » dans de nombreux domaines. Concernant ledit Triangle, étant donné les très faibles moyens khmers engagés, le Cambodge devra s'astreindre à un véritable abandon de son Indépendance et de sa Souveraineté dans cette partie de son territoire, pour y permettre l'implantation des bases infrastructurelles « socio-économiques » et de « sécurité » par le Vietnam. Ainsi, l'accord de création de ce « Triangle de Développement » n'est ni plus ni moins celui d'un nouveau degré de domination du Vietnam sur le Cambodge et d'une annexion programmée de nouveaux territoires khmers - à l'exemple de celle des soi-disant « eaux historiques » au large de la province de Kampot. En attendant les problématiques « développement » et « réduction de la pauvreté » abondamment promis, la « sécurité » de la vaste région devra être immédiatement assurée et tout l'est cambodgien sera d'abord « légalement » colonisé et administré de facto par les forces de Hanoi.

Un tel projet expansionniste n'est pas un gage de paix et de stabilité, pour les Khmers comme pour toute la région, mais ne pourra que créer de nouveaux drames, suivis par de nouvelles répressions par le pouvoir de Phnom-Penh, et générer de nouveaux conflits destructeurs du Cambodge.

Paris, le 22 août 2005
Le Comité des Frontières du Cambodge
en France et dans le Monde



Dy Kareth
Vice-Président

